

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 17 juillet 2025

Les États-Unis porteront à 30% les droits de douane sur les produits mexicains non conformes au T-MEC à partir du 1er août. Ce tarif remplacera le droit de 25% actuellement en vigueur pour ces produits, tandis que les biens bénéficiant des préférences de l'accord continueront d'être exemptés.

LE CHIFFRE A RETENIR

30 %

Droits de douane sur les exportations mexicaines à destination des États-Unis à partir du 1^{er} août

En tenant compte de ces exemptions, le tarif moyen pondéré sur les importations mexicaines passerait de 11,9 à 13,7%, selon les estimations de Banamex. Cette mesure s'inscrit dans une stratégie plus large de relèvement des barrières commerciales, qui concernera également l'Union européenne et le Canada.

Les mesures tarifaires imposées au Mexique sont mises en œuvre dans le cadre de la *Loi américaine sur les pouvoirs économiques internationaux en cas d'urgence (IEEPA)*, en réponse à des préoccupations exprimées par les autorités américaines en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants et la migration. Lors de sa conférence de presse quotidienne, la présidente Claudia Sheinbaum a indiqué qu'un dialogue avec les autorités américaines avait été entamé. Une délégation composée de représentants de plusieurs ministères s'est rendue à Washington le 11 juillet pour mettre en place une table de travail bilatérale. Selon le ministre mexicain de l'Économie, Marcelo Ebrard, l'objectif est de parvenir à une alternative d'ici au 1er août permettant de protéger les entreprises et les emplois des deux côtés de la frontière.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La liste des sanctions appliquées en juin dernier par la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières (CNBV) aux institutions financières mexicaines visées par les allégations de blanchiment d'argent du Trésor américain révèle que **Intercam et CIBanco ont été sanctionnées pour des manquements liés à la prévention du blanchiment d'argent.** Les sanctions de la CNBV à l'encontre de ces trois institutions, imposées entre le 25 et le 26 juin et dont la liste a été publiée ce mardi 15 juillet, portent principalement sur des questions de lutte contre le blanchiment d'argent et s'élèvent à environ 9,9 M USD. Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) a précisé dans un communiqué que ces sanctions découlent du non-respect de procédures administratives remontant aux années précédentes. Intercam a été l'institution bancaire la plus sanctionnée, Intercam Banco se voyant infligée 16 sanctions pour un montant total de 2,3 M USD tandis que Intercam Casa de Bolsa a été visée par 10 sanctions pour un total de 2,5 M USD - dans les deux cas en raison de manquements liés à la prévention contre le blanchiment d'argent. CIBanco et CI Casa de Bolsa se sont vues infligées des sanctions d'un montant total de 3,5 M USD pour les mêmes raisons. En revanche, les sanctions encourues par Vector Casa de Bolsa, d'un montant de 1,4 M USD, ne concernent pas la prévention du blanchiment d'argent mais ont été prises en vertu de la Loi sur les fonds d'investissement, notamment pour non-respect des dispositions relatives à la publicité et à l'information destinées au public. Dans la foulée, Fitch Ratings a abaissé les notes de risque nationales de CI Banco, Intercam Banco et Vector Casa de Bolsa à la catégorie spéculative. Pour rappel, deux ordonnances ont été publiées le 25 juin dernier par le Trésor américain, alléguant que CIBanco et Intercam - dont les actifs totaux s'élèvent respectivement à plus de 7 et 4 Mds USD, soit 0,9 et 0,6 % des actifs totaux du secteur bancaire mexicain - et Vector Casa de Bolsa - société de courtage qui gère près de 11 Mds USD d'actifs - ont joué un rôle essentiel dans le blanchiment de millions de dollars pour le compte de cartels basés au Mexique. En vertu de ces sanctions, le Trésor américain a interdit aux entités financières américaines de prendre part à des transferts de fonds à destination ou en provenance des institutions mexicaines ciblées.

L'indice de confiance des consommateurs (ICC) au Mexique s'est établi à 45,4 points en juin 2025, selon les données publiées par l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI) et la Banque centrale du Mexique (Banxico). Cet indicateur a reculé de 1,1 point par rapport à mai, et de 2,2 points sur un an. L'ICC reflète la perception qu'ont les ménages de leur situation économique actuelle, de celle du pays, ainsi que leurs attentes pour les mois à venir. En juin, les consommateurs ont exprimé davantage de pessimisme quant à la situation économique présente, que ce soit à l'échelle de leur foyer ou du pays dans son ensemble. De plus, ils considèrent que le moment est moins propice qu'auparavant pour réaliser des achats importants, notamment de biens durables. Seule exception : la perception concernant l'évolution future de la situation économique du foyer s'est légèrement

améliorée. Dans l'ensemble, les résultats soulignent un climat de confiance affaibli, dans un contexte économique marqué par la hausse des incertitudes.

En 2024, le déficit commercial du Mexique vis-à-vis de la Chine a atteint un niveau record de près de 120 Mds USD selon les dernières données de l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI). Ce déséquilibre, deux fois plus important qu'il y a dix ans, s'explique par la forte dépendance du Mexique aux importations chinoises. Les importations mexicaines en provenance de Chine se sont élevées à 129,8 Mds USD, contre seulement 9,9 Mds USD d'exportations vers le marché chinois. Les produits importés sont majoritairement des biens intermédiaires, utilisés comme intrants dans les chaînes de production mexicaines, notamment dans les industries orientées vers l'exportation. Cette dynamique met en lumière la forte intégration des intrants chinois dans le tissu manufacturier mexicain, en raison de leur coût compétitif et de leur disponibilité. À l'inverse, les exportations mexicaines à destination de la Chine restent peu diversifiées : plus de la moitié d'entre elles (56 %) concernent des produits liés à l'industrie métallurgique. Ce déséquilibre structurel met en évidence les défis que représente, pour le Mexique, une relation commerciale fortement asymétrique avec la deuxième économie mondiale.

Sectoriel

Ce lundi 14 juillet, les Etats-Unis ont imposé un tarif de 17,09 % sur les importations mexicaines de tomates. Washington justifie ce nouveau droit de douane par la nécessité de protéger les producteurs américains face à des importations, qu'il considère, à prix déloyaux (*dumping*). Cette décision met ainsi fin à l'accord signé en 2019 entre la première administration de Donald Trump et l'administration mexicaine d'Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO). Ce dernier établissait l'absence de ce type de droits de douane sur les tomates mexicaines en échange de contrôles des prix et d'inspections. Les impacts économiques attendus de cette mesure sont nombreux : (i) hausse des prix des tomates (+7 %) et de ses produits dérivés pour les consommateurs ainsi que les restaurants américains ; (ii) baisse des exportations de tomates mexicaines vers les Etats-Unis ; (iii) menace sur les 500 000 emplois liés à l'industrie productrice de tomates au Mexique et sur les 47 000 emplois qui soutenait la chaîne d'importation du produit aux Etats-Unis. Pour l'économie américaine, les pertes totales pourraient atteindre 8,3 Mds USD. La présidente Claudia Sheinbaum a réagi à la mesure en pointant l'absence d'alternatives aux Etats-Unis pour remplacer la tomate mexicaine. Le ministère de l'Agriculture mexicain est en contact avec les gouverneurs des Etats affectés par ce tarif, en particulier le Sinaloa qui est le principal producteur de tomates du pays. Une série de soutiens économiques aux producteurs devrait être annoncée la semaine prochaine.

Singapour chercherait à développer ses relations commerciales et diplomatiques bilatérales avec le Mexique ainsi qu'à dynamiser ses investissements vers le pays. Le président de Singapour, Tharman Shanmugaratnam, effectuera une visite d'Etat au Mexique du 30 novembre au 3 décembre 2025 à l'occasion des 50 ans des relations diplomatiques entre les deux pays. Durant cette visite, Singapour annoncera l'ouverture de sa première ambassade dans un pays hispanophone, choisissant le

Mexique pour symboliser une nouvelle phase de coopération stratégique. L'Ambassadeur du Mexique à Singapour, Agustín García-López Loaeza, affirme que la politique commerciale américaine rend le Mexique plus attractif pour les puissances asiatiques. Une mission composée de responsables gouvernementaux et de chefs d'entreprises singapouriens accompagnera le Président en fin d'année pour explorer les opportunités dans l'industrie manufacturière, les dispositifs médicaux, l'électronique, les fintechs, le tourisme, les infrastructures et la logistique. Singapour chercherait notamment à prendre part aux appels d'offres de certains ports mexicains, notamment ceux de Manzanillo et Ensenada, dans le cadre de sa stratégie de connexion mondiale. Le gouvernement mexicain mise quant à lui sur cette visite pour sceller des accords qui renforcent les échanges commerciaux et favorisent les relations entre les entrepreneurs singapouriens et mexicains, s'intégrant dans la stratégie du *Plan México* promu par l'administration de C. Sheinbaum.

Les droits de douane américains freinent l'essor des parcs industriels au Mexique.

Cela se reflèterait, selon les industriels du secteur, dans la demande de mètres carrés dans les parcs industriels, en particulier dans le nord du pays. Les parcs industriels – jusque-là très demandés – disposeraient aujourd'hui de 2 à 5 % de leur superficie encore disponible. Cette moindre demande pour les parcs industriels mexicains reflèterait un ralentissement du phénomène de relocalisation d'entreprises (*nearshoring*) au Mexique dans le sillage des droits de douane américains, ces derniers ayant entraîné une tendance à la modération voire à la suspension des investissements.

Finances publiques

D'après le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP), la dette publique aurait diminué de 0,1 % en termes réels au cours des cinq premiers mois de 2025, s'élevant à 49,2 % du PIB. La diminution observée de la dette en termes réels serait principalement due à l'appréciation du peso par rapport au dollar (+6,7 % depuis le début de l'année) qui a réduit la valeur en peso de la dette extérieure, représentant 17 % de la dette totale. La SHCP a précisé qu'en plus de l'appréciation du peso, durant l'année en cours, des opérations de gestion du passif dans une optique de réduction de l'exposition extérieure, d'allongement du profil des échéances et de maintien de la flexibilité face aux mouvements des marchés financiers internationaux ont été réalisées pour un total de plus de 6 Mds USD. La dette publique mexicaine resterait à un niveau sensiblement inférieur à la moyenne des économies émergentes et des pays latino-américains, ce qui « *a préservé la confiance du marché, maintenu des conditions de financement favorables et assuré une forte demande pour les nouvelles émissions du gouvernement fédéral* » selon la SHCP. En outre, 80 % du portefeuille est contracté à des taux fixes et avec des échéances à long terme, ce qui réduit l'exposition aux risques dus aux hausses des taux d'intérêt ou aux pressions de refinancement.

L'entreprise nationale pétrolière (Pemex) aurait caché pendant trois ans les résultats de ses cinq derniers audits qui révéleraient des irrégularités. Il s'agit des quatre derniers audits réalisés par le ministère de la Lutte contre la corruption et de la bonne gouvernance, anciennement ministère de l'Administration publique, pour les exercices 2023 et 2024, ainsi que d'un autre audit réalisé par le cabinet externe KPMG México sur les finances de l'entreprise pétrolière. L'audit de KPMG México a été réalisé dans le but de vérifier les états financiers de Pemex et de ses filiales de production, ainsi que de réviser les chiffres à communiquer aux autorités des États-Unis, à la Commission nationale des banques et des valeurs mobilières (CNBV) et à la Bourse mexicaine (BMV) à titre d'information pour les exercices 2023 et 2024. Les quatre autres audits ont porté sur les performances de Pemex en matière d'organisation, de contrôle, de conservation et d'élimination des documents ; sur l'octroi de dérogations aux exigences professionnelles pour les travailleurs sous contrat ; sur l'attention portée aux demandes d'information et sur les procédures de passation de contrats et les accords de Pemex avec d'autres entreprises. Les résultats des cinq derniers audits de Pemex qui révéleraient entre autres des irrégularités dans l'embauche d'employés et des accords avec d'autres entreprises ne seront toutefois pas disponibles avant 2028, car les conclusions ont été classées confidentielles.

L'Energy Workforce and Technology Council (EWTC) a demandé l'intervention de la présidente Claudia Sheinbaum pour que Pemex règle sa dette auprès des fournisseurs américains, qui s'élèverait à plus de 1,8 Md USD à la fin du premier semestre de l'année. Dans une lettre adressée à la présidente mexicaine, l'EWTC – qui représente plus de 250 sociétés de services énergétiques aux États-Unis et dans le monde - expose les préoccupations urgentes des entreprises qu'il représente et qui assureraient plus de 60 % des services pétroliers sous-traités par Pemex. L'EWTC avertit que les retards de paiement persistants menacent la viabilité des opérations, la stabilité de l'emploi et les investissements futurs dans le secteur énergétique mexicain. L'association professionnelle a également souligné que des interruptions de service sont imminentes si la situation n'est pas résolue, ce pourrait mettre en péril la production énergétique au Mexique. De son côté, Pemex a présenté une demande la Bourse mexicaine (BMV) pour émettre des obligations pour un montant de 3,8 Mds USD à un taux fixe de 5,95 % et arrivant à échéance en 2031. L'entreprise nationale pétrolière mexicaine chercherait ainsi à augmenter sa base d'investisseurs qui se serait réduite étant donné sa santé financière très préoccupante.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	17/07/2025
Bourse (IPC)	-1,19%	3,93%	56 503,04 points
Change MXN/USD	0,64%	6,00%	18,76
Change MXN/EUR	-0,41%	12,39%	21,76
Prix du baril mexicain	-2,60%	-16,09%	62,91

Amérique centrale

Belize

Selon le FMI, la croissance du Belize devrait s'élever à 1,5 % en 2025 contre 8,1 % en 2024. Cette diminution conséquente s'explique par la baisse du nombre de touristes ainsi que par les difficultés rencontrées par le secteur agricole en raison des catastrophes climatiques. Après une croissance soutenue lors des trois dernières années, le pays devrait connaître une croissance ralentie à moyen-terme autour des 2 %.

Costa Rica

En mai 2025, l'Indice mensuel d'activité économique (IMAE) – indicateur multisectoriel de tendance de l'activité économique - a enregistré une croissance de 3,8 % (contre 4,7 % en mai 2024). Cette croissance a été principalement soutenue par le dynamisme des entreprises relevant des régimes spéciaux qui ont enregistré une hausse de 12,3 % en mai 2025. Toutefois, des secteurs clés tels que

l'agriculture et la construction ont connu des baisses, respectivement de 3,3 % et 2,5 %, en raison (i) des conditions météorologiques défavorables qui ont un impact sur les cultures de bananes, de canne à sucre et de légumes ; (ii) de la réduction des projets résidentiels et de travaux publics depuis trois mois. En ce qui concerne l'industrie manufacturière, le secteur a affiché une performance modeste, avec une augmentation de 1,2 %. Le secteur financier a enregistré une croissance de 3,1 %, tandis que le secteur de l'information et des communications a affiché une croissance de 1,9 %.

En juin 2025, le Costa Rica a enregistré une baisse de 4,8 % des arrivées touristiques internationales par rapport à juin 2024, avec 232 571 visiteurs, contre 244 355 l'an dernier, selon l'Institut costaricien du tourisme (ICT). Si l'on considère uniquement les arrivées par voie aérienne, la baisse a été de 4,5 % en g.a. Cette réduction du nombre de visiteurs confirme la tendance à la baisse observée depuis plusieurs mois pour le Costa Rica, dont une part importante de son économie dépend du tourisme. L'incertitude économique mondiale, les conflits géopolitiques et la montée de l'insécurité intérieure sont des éléments qui expliquent cette tendance à la baisse. Malgré ce recul, l'ICT maintient son objectif de croissance annuelle autour de 1,7 %, misant principalement sur les arrivées aériennes.

El Salvador

Les réserves internationales nettes (RIN) de la Banque de réserve du Salvador ont atteint 4,2 Mds USD à la fin du T2 2025, en nette progression par rapport aux trimestres précédents. L'augmentation des réserves internationales nettes du Salvador figure parmi les conditions fixées par le FMI dans le cadre de sa facilité élargie de crédit de 1,8 Md USD accordée au pays. A cet effet, le Salvador s'est engagé à accroître ses réserves internationales nettes actuelles de 570 M USD. En parallèle, les réserves de liquidité, déposées par les banques commerciales auprès de la Banque Centrale, ont atteint 3,1 Mds USD en juin 2025. D'après le taux défini par le FMI, ces réserves doivent représenter 14 % d'ici la fin de l'année 2025.

Guatemala

Le ministère des Finances (MINFIN) a levé 1,5 Md USD sur les marchés internationaux. Ces bons du Trésor ont été répartis en deux tranches : 800 M USD émis à 11 ans à un taux d'intérêt de 6,25 % et 700 M USD à 30 ans à un taux de 6,875 %. Ces fonds seront utilisés pour financer plusieurs programmes publics, tels que l'amélioration des infrastructures routières, le programme d'aide économique aux personnes âgées, le développement agricole ainsi que des études techniques pour la première ligne du métro léger de la ville de Guatemala. Cette émission de dette complète l'autorisation du Congrès de placer des bons du Trésor jusqu'à un montant nominal de 3,1 Mds USD, conformément à l'article 58 de la Loi de Budget 2025. Cette opération s'inscrit dans le cadre du financement du Budget général des revenus et dépenses pour l'exercice fiscal 2025, approuvé à hauteur de 18,3 Mds USD.

Les exportations guatémaltèques ont bondi de 10,7 % g.a. (+ 644 M USD) au T1 2025, atteignant 6,8 Mds USD. Selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat),

cette croissance est portée par la forte hausse du prix de café, qui a généré 803 M USD sur la période, ainsi que par les exportations de sucre (+66 %) et de bananes (223,4 M USD). L'Amérique centrale demeure le premier marché pour les produits guatémaltèques avec 34 % du total exporté, suivie des États-Unis (31,8 %), confirmant la dépendance du pays à ses voisins régionaux et à son partenaire nord-américain. L'Europe représente, quant à elle, seulement 7 % des exportations du pays.

Honduras

Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), le pays a reçu 5,8 Mds USD d'envois de fonds (*remesas*) au T1 2025, soit une hausse de 25,3 % g.a.. Ces transferts de fonds représentent environ 25 % du PIB national, ce qui témoigne de leur poids considérable dans l'économie hondurienne. Les États-Unis représentent 80 % de ces envois, du fait de la forte diaspora estimée à 1,8 million de ressortissants honduriens. L'Espagne occupe la deuxième position avec 10 % des *remesas*. D'après l'Institut national de la statistique, un quart de la population hondurienne bénéficie de ces transferts de fonds. En 2024, le total des *remesas* s'est élevé à 9,7 Mds USD, et la BCH prévoit qu'il devrait atteindre 10,2 Mds USD d'ici la fin de l'année 2025.

L'Indice Mensuel de l'Activité Économique (IMAE) publié par la Banque centrale du Honduras (BCH), indique une croissance de 3,8 % g.a. entre janvier et mai 2025. Selon la BCH cette croissance est portée par une demande soutenue, tant interne qu'externe. Les services ont été le principal moteur de cette croissance, en particulier l'intermédiation financière (+10,9 %) et les télécommunications (+4 %). Le secteur agricole a progressé de 3,9 %, bénéficiant notamment de la hausse des prix du café. En revanche, certaines branches restent fragiles, comme l'industrie manufacturière, dont la croissance s'est limitée à 0,7 %. La Banque centrale a salué le dynamisme de l'économie nationale et sa résilience dans un contexte international incertain.

La Banque centrale du Honduras (BCH) a signalé une réduction de 600 M USD g.a. du déficit commercial des biens entre janvier et mai 2025. Ce déficit s'établissait à 2,6 Mds USD à la fin du mois de mai. Cette amélioration s'explique principalement par la hausse des exportations de café, qui ont généré 786 M USD sur la période, confirmant le rôle central de ce produit dans les ventes extérieures du pays. Les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Honduras puisqu'ils ont concentré 45 % des exportations totales du pays et 33,9 % de ses importations sur les cinq premiers mois de l'année. L'Amérique centrale arrive en deuxième position, représentant 21,9 % des exportations et 23,1 % des importations, suivie par l'Europe, qui représente 19,6 % des exportations et 7,6 % des importations honduriennes.

Nicaragua

L'Assemblée nationale a approuvé un crédit de 126,6 M USD accordé par la Chine, via l'entreprise Iconic Technology Company Limited en vue de moderniser le centre logistique Julia Herreras de Pomares. Celui-ci est intégré au port de Corinto, principal point d'entrée maritime du pays. Le projet vise à doubler la capacité annuelle opérationnelle du port, de 3,5 à 7 millions de tonnes de conteneurs, avec pour objectif de faire du Nicaragua un hub logistique en Amérique centrale. Le prêt, réparti en deux décaissements de 70 et 56 M USD, sera remboursé sur une période de 13 ans à un taux d'intérêt annuel de 4 %. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un renforcement progressif de la présence chinoise dans les infrastructures stratégiques du pays.

L'Indice Mensuel de l'Activité Économique (IMAE) publié par la Banque centrale du Nicaragua (BCN), indique une croissance de 2,2 % g.a. en avril 2025. Sur la période de janvier à avril, la variation cumulée atteint 2,7 %, tandis que la croissance moyenne annuelle des douze derniers mois s'élève à 2,4 %. Les secteurs qui ont le plus contribué à la croissance de l'activité économique au Nicaragua en avril 2025 sont les hôtels et restaurants (+13,6 % g.a.), les services financiers (+4,6 % g.a.), les transports et communications (+4,5 % g.a.), le commerce (+3,6 % g.a.) ainsi que l'exploitation minière (+2,8 % g.a.), soutenue par une hausse de l'extraction d'or. À l'inverse, des baisses conséquentes ont été enregistrées dans le secteur de la pêche et l'aquaculture (-48,9 % g.a.), en raison de la chute de la production de crevettes et de poissons, ainsi que dans les secteurs de l'énergie, l'eau et l'administration publique (-3,4 % g.a. chacun).

Panama

Entre octobre 2024 et juin 2025, le Canal de Panama a enregistré une nette augmentation de son trafic, avec environ 9 000 navires cumulés sur la période, soit une progression de 27 % par rapport à la même période l'année précédente. Parmi ces traversées, 73 % ont utilisé les écluses Panamax et 27 % les écluses néo-Panamax. Les porte-conteneurs restent les navires les plus fréquents, suivis des vraquiers, des navires chimiques et de gaz. Le trafic moyen est passé de 25,9 à 33 transits journaliers, entraînant une hausse de 14 % g.a. des revenus qui ont atteint 4,1 Mds USD en juin 2025. Le volume total de fret transporté a également progressé de 20 %, atteignant 363,6 millions de tonnes. En revanche, la charge moyenne par transit a légèrement diminué, ce qui a entraîné une baisse du revenu unitaire par tonne. L'administrateur du Canal, Ricaurte Vásquez, aurait toutefois mis en garde contre le caractère potentiellement temporaire de cette hausse, attribuée en partie à des anticipations de hausses tarifaires et à des ajustements d'inventaires. Il appelle également à la prudence face à l'incertitude économique mondiale et à la mise en place de nouveaux droits à l'importation, qui pourraient affecter les volumes à venir.

Le rapport du Contrôleur général de la République sur la performance du PIB a révélé que le secteur de la construction a enregistré une croissance modérée de 1,8 % au T1 2025, notamment en raison des protestations sociales dans le pays.

Cette croissance serait tirée par la réparation et la construction de routes et d'autoroutes, les travaux de la ligne 3 du métro de Panama et du quatrième pont sur le Canal. Toutefois, la longue grève des membres du Syndicat unique des travailleurs de la construction (Suntracs) a perturbé plusieurs projets de construction et freiné les investissements. A cela s'ajoute l'introduction d'un nouvel article dans la Loi sur les taux aidés qui aurait provoqué un ralentissement de l'activité du secteur bancaire, gelant environ 9 900 crédits immobiliers pour un montant estimé à 740 M USD. Ce blocage aurait entraîné une chute de 35 % de l'investissement résidentiel et de 18 % dans le secteur commercial entre avril et mai. De janvier à mai 2025, les investissements dans la construction privée ont totalisé 368,5 M USD, en baisse par rapport aux deux années précédentes. En outre, le crédit bancaire au secteur a diminué de 4,1% au cours des cinq premiers mois de l'année. Cette contraction se serait traduite par la perte de plus de 12 000 emplois.

Le gouvernement panaméen a signé un prêt de 75 M USD avec la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) pour financer la conservation et la restauration des zones boisées du pays. Ce financement vise à renforcer les politiques publiques en matière de gestion forestière durable, notamment via l'interdiction de la coupe illégale, la régulation du transport de bois et la certification forestière. Des protocoles pour encadrer l'exploitation des forêts et assurer la traçabilité des produits seront également mis en œuvre. Cette initiative intervient dans un contexte alarmant : entre 2022 et 2023, le Panama a perdu 4 % de sa couverture forestière, soit plus de 350 000 hectares. Le projet ambitionne d'inverser cette tendance d'ici 2027 dans une optique de développement durable.

Caraïbes

Banque de développement des Caraïbes (BDC)

La Banque de développement des Caraïbes (BDC) et l'Agence française de développement (AFD) lancent un mécanisme de subventions de 4 M EUR pour stimuler les investissements en faveur du climat et des questions de genre dans les Caraïbes. Ce financement sur cinq ans vise à aider les pays membres emprunteurs à mettre en œuvre des projets de développement qui répondent aux risques climatiques, en incluant les questions de genre. Pour ce faire, ce financement soutiendra (i) un fonds régional de recherche sur le genre et des activités d'intégration du genre ; (ii) des subventions d'investissement axées sur le secteur agricole ; (iii) le développement d'une approche de suivi du financement de la biodiversité. Cette ligne de financement complète une ligne de crédit de 50 M USD financée par l'AFD et signée avec la BDC en août 2023, ayant pour but de soutenir des projets clés en matière d'infrastructure et d'éducation à St-Vincent-et-les-Grenadines, à la Grenade et à Sainte-Lucie.

Cuba

En amont de la session de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP), prévue du 16 au 18 juillet, les autorités ont présenté un volet économique détaillé, mettant en avant les principaux indicateurs macroéconomiques et dressant un état des lieux de la conjoncture actuelle. Lors de son intervention, le ministre de l'Economie Joaquin Alonso a indiqué que l'économie cubaine s'était contractée de 1,1 % g.a. en 2024, un chiffre qui reste loin de l'objectif initial de croissance de 2 % g.a. Selon les informations officielles, le PIB cubain a chuté de 11 % au cours des cinq dernières années. Les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, et des mines, ainsi que l'industrie sucrière, manufacturière sont les plus touchés par la crise actuelle avec respectivement une baisse de 53 % et 23 %. Dans le secteur de l'énergie, le déficit de production électrique se maintient (avec un déficit quotidien moyen dépassant les 1 500 MW), ce qui entrave les efforts de récupération de l'économie. Concernant le tourisme, les autorités confirment la crise qui traverse le secteur, avec une diminution de visiteurs (71 % de l'objectif fixé) et un taux d'occupation hôtelière préoccupant (24 % au T1 2025). Selon le ministre, au S1 2025, les objectifs de revenus d'exportations n'ont pas été atteints, avec une diminution de 7 % g.a. Les importations ont, quant à elles, augmenté de 7 % g.a et se sont principalement concentrées sur trois postes : les produits alimentaires, le carburant et le matériel médical. A noter que les exportations effectuées par les acteurs privés ont atteint un montant de 21 M USD (+30 % g.a.) tandis que les importations dépassent 1 Md USD (+34 % g.a.). Par ailleurs, l'année 2024 s'est distinguée par une nette réduction du déficit budgétaire. Alors qu'il était initialement prévu à plus de 147 Mds CUP, le déficit s'est finalement établi à environ 80 Mds CUP (environ 3,3 Mds USD), soit 6,5 % du PIB à prix courant. Cette amélioration s'explique à la fois par une hausse des recettes fiscales (+7%) et par la non-exécution de certaines dépenses programmées. Enfin, une augmentation des retraites a été annoncée et devrait être mise en place à partir du mois de septembre. La réforme, qui cherche à réduire les disparités de revenus entre retraités et salariés, concernera plus d'un million de personnes. Le gouvernement a assuré être à la recherche d'alternatives permettant de financer cette mesure, dont le coût annuel est estimé à 22 Mds CUP, soit environ 916,7 M USD.

Jamaïque

La Jamaïque a signé le 8 juillet 2025 un accord de partenariat avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), devenant ainsi le 13^{ème} État membre de la CARICOM à rejoindre cette initiative. Permettant de débloquer 1,5 Md USD de crédits, le Premier ministre jamaïcain, Andrew Holness, a souligné que cette initiative renforcera le commerce intrarégional, l'investissement dans les PME et le développement de secteurs clés, comme le tourisme, l'agriculture, l'énergie renouvelable, la santé et les transports aériens. Cet accord permet aussi de consolider la coopération Sud-Sud entre la Caraïbe et l'Afrique sur la base de partenariats économiques et d'échanges commerciaux entre les deux régions. Cette signature s'inscrit dans la continuité du premier Forum AfriCaribbean sur le

commerce et l'investissement (ACTIF), organisé en Barbade en septembre 2022, où les nations caribéennes avaient affirmé leur engagement en faveur d'une coopération économique et culturelle plus étroite avec l'Afrique. Depuis lors, Afreximbank a déjà engagé plus d'1 Md USD dans des projets et secteurs clés (tourisme, énergie, éducation, etc.) dans certains pays caribéens à l'image de la création du premier Centre africain du Commerce (AATC) à la Barbade.

République Dominicaine

Les transferts de fonds (*remesas*) de la diaspora dominicaine ont atteint 5,8 Mds USD entre janvier et juin 2025, soit +11,2 % par rapport à la même période en 2024 (5,2 Mds USD). Le mois de juin à lui seul a enregistré une hausse de 7,9 % g.a. Cette dynamique reste portée par la diaspora installée aux Etats-Unis, qui concentre 81,2 % des transferts au mois de juin. Viennent ensuite l'Espagne (7 %), Haïti (1,4 %) et l'Italie (1,3 %). Le maintien du faible taux de chômage aux Etats-Unis (4,1 % en juin 2025) ainsi que la croissance des canaux numériques d'envoi favorisent ce dynamisme. Une part significative des remises transite désormais par des plateformes électroniques, réduisant les coûts de transaction et garantissant la rapidité des flux. Par ailleurs, la stabilité du peso dominicain face au dollar a contribué à maintenir l'attractivité des transferts. Le taux de change officiel a peu fluctué au S1 2025, offrant aux expéditeurs une bonne visibilité sur la valeur réelle de leurs envois. Les transferts de fonds restent l'une des premières sources de devises du pays, aux côtés des exportations des zones franches et du tourisme. En 2024, ils avaient atteint environ 10,1 Mds USD, ce qui représente un peu moins de 10 % du PIB. La tendance pour 2025 semble donc bien orientée et pourrait dépasser les résultats de 2024, renforçant leur poids dans la balance courante. Toutefois, un retournement conjoncturel du marché de l'emploi étasunien ou encore le durcissement des politiques migratoires et notamment des flux d'envois de fonds pourraient affecter la soutenabilité de cette ressource interne.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

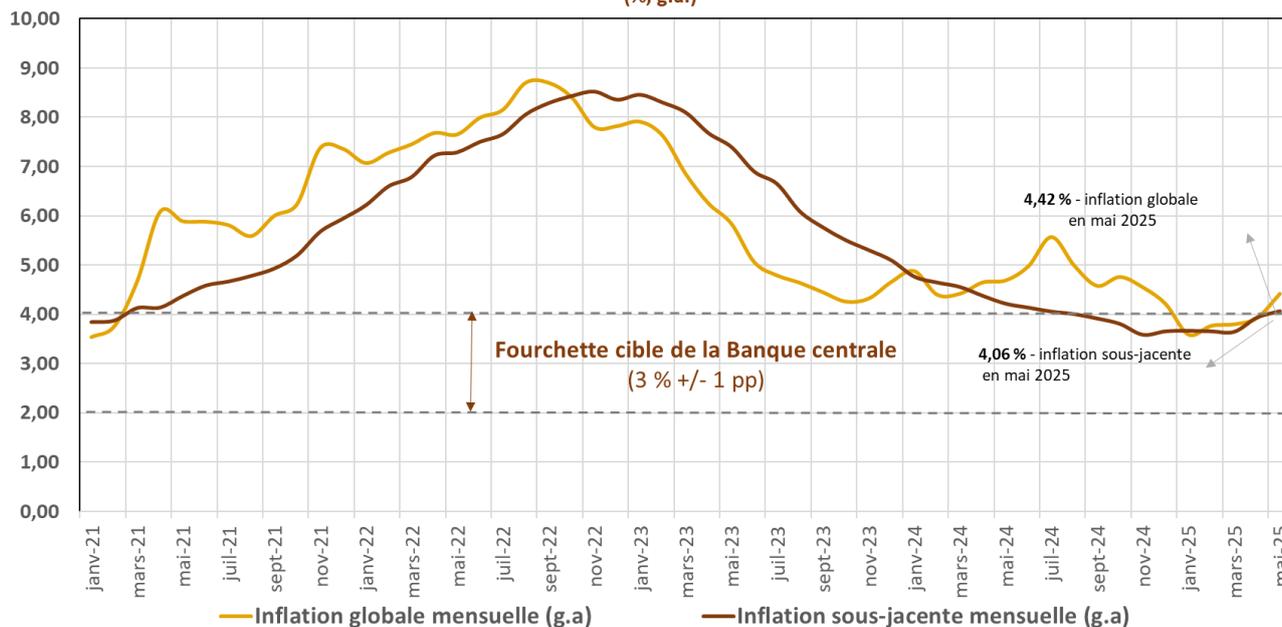
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,00%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

- Annexe Graphique Mexique -

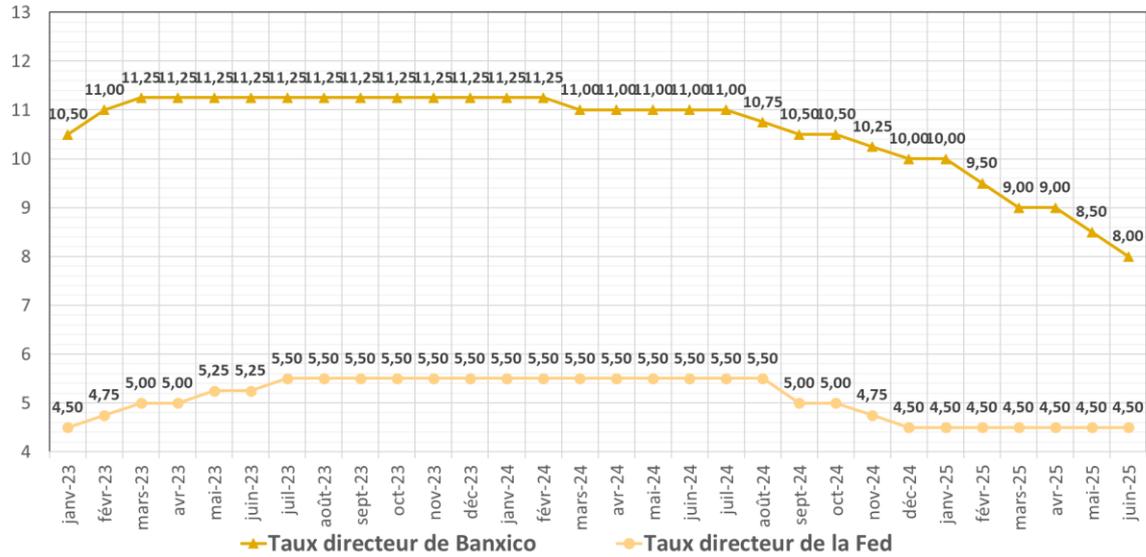
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



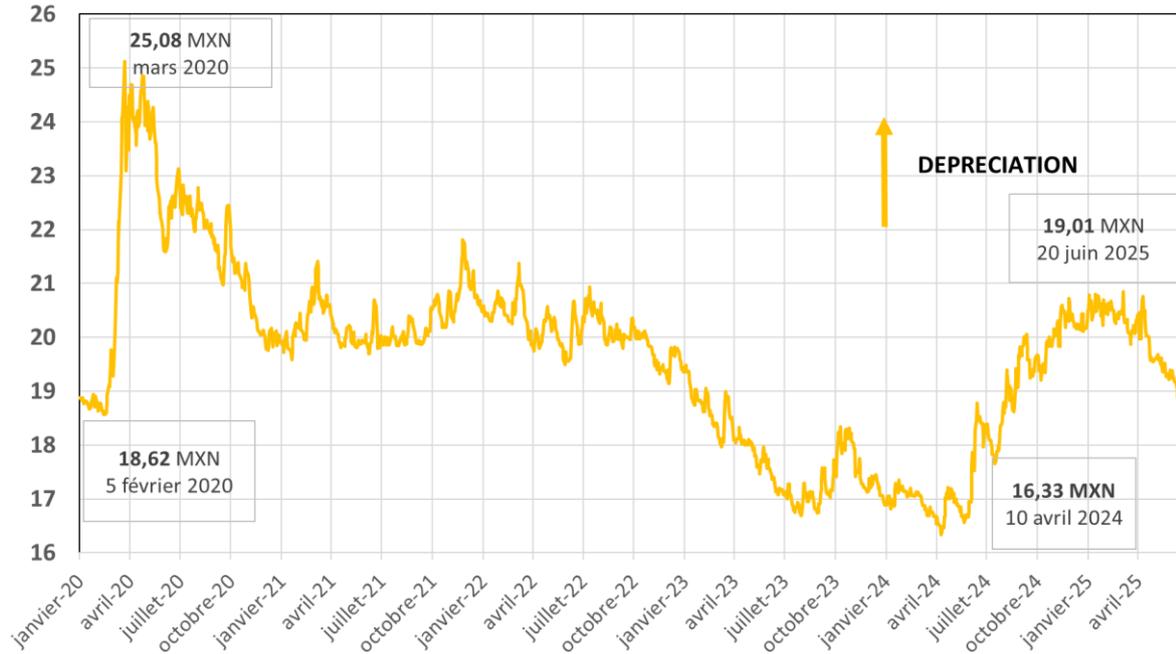
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

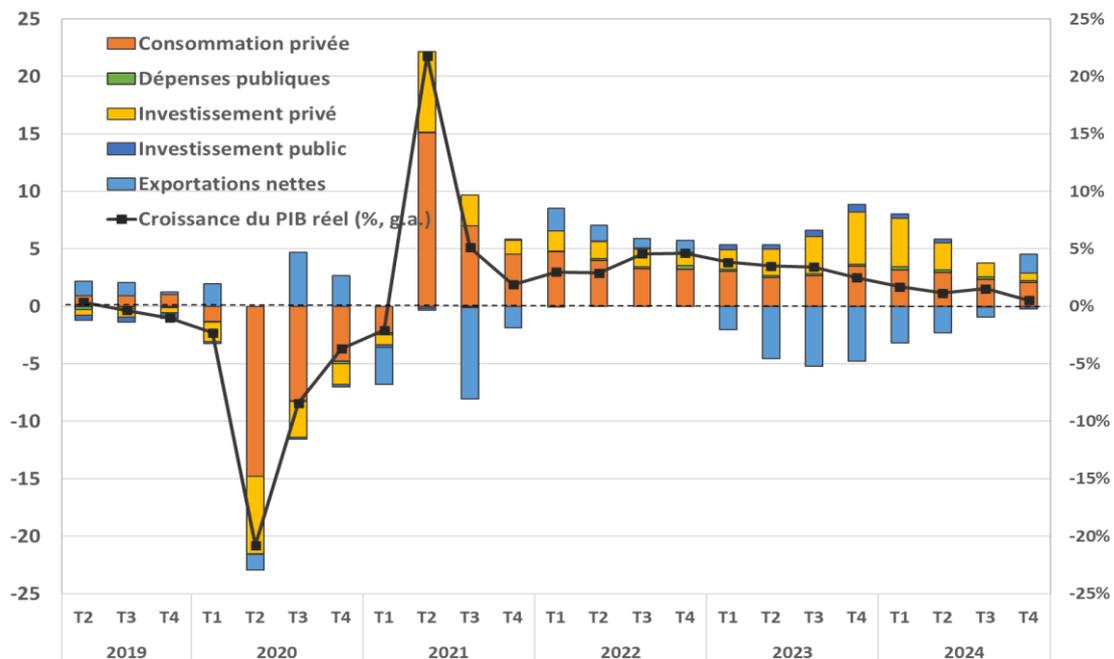
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

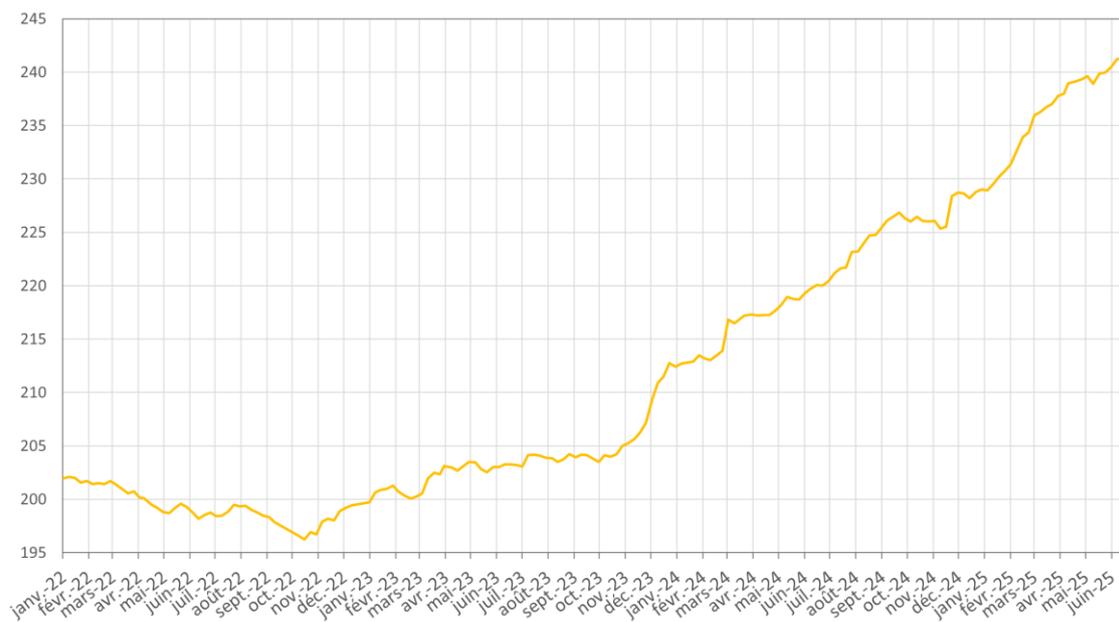
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr